

Rouge

Silence et complicité
autour
d'une bavure raciste

P.3

M 1578 N° 1167 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

5 au 11 juillet 1985

Pourquoi «l'affaire» Manouchian ?

DES LIBÉRATEURS?

GRZYWACZ
JUIF POLONAIS
2 ATTENTATS

ELEK
JUIF HONGROIS
8 DÉRAILLEMENTS

WASJBROT
JUIF POLONAIS
1 ATTENTAT - 2 DÉRAILLEMENTS

WITCHITZ
JUIF POLONAIS
15 ATTENTATS

FINGERWEIG
JUIF POLONAIS
5 ATTENTATS - 1 DÉRAILLEMENT

BOCZOV
JUIF HONGROIS
CHEF DÉRAILLEUR
20 ATTENTATS

FONTANOT
COMMUNISTE ITALIEN
12 ATTENTATS

MANOUCHIAN
ARMÉNIEN
CHEF DE BANDE
58 ATTENTATS
150 MORTS
400 BLESSÉS

RAYMAN
JUIF POLONAIS
15 ATTENTATS

ALFONSO
ESPAGNOL ROUGE
7 ATTENTATS

**LA LIBÉRATION!
PAR L'ARMÉE DU CRIME**

Le cancer

Par Christian Picquet

Voici venu le temps des vacances. La grande presse y trouve l'occasion de consacrer ses colonnes au soleil, aux plages et aux techniques de bronzage. Mais, pour une masse d'hommes et de femmes, c'est aussi le moment où il faut vivre dans de grands ensembles surchauffés, surpeuplés, privés des équipements collectifs les plus élémentaires. De quoi aviver les tensions, accroître les exaspérations, provoquer les actes les plus fous. D'autant que l'assimilation étrangers-délinquance a fait insidieusement son chemin et légitime un racisme banal, ordinaire, quotidien.

La crise engendrant la peur, la tentation s'avère forte pour certains, de chercher des boucs-émissaires parmi les catégories les plus exploitées, à commencer par les travailleurs immigrés. Et cela débouche, comme traditionnellement à pareille époque, sur une multiplication des crimes anti-immigrés et des chasses au faciès. Ce processus tragique est aujourd'hui directement alimenté du sein même de l'appareil d'Etat. A l'hystérie de Le Pen, à ses scores électoraux, à la démagogie sécuritaire des partis de droite, a fait écho le développement d'un courant d'extrême droite dans la police et la magistrature. Ce n'est un secret pour personne que la littérature du Front national circule impunément dans les commissariats et que certains flics prêtent volontiers main-forte aux commandos de Le Pen. Comment après cela s'étonner du nombre élevé de « bavures » dont sont victimes les jeunes et les immigrés ? Les deux cas que nous relatons ci-contre n'en sont que les plus récents exemples.

Sauf exception, ces faits n'émeuvent guère les éditorialistes et les politiciens. Qu'un policier perde la vie à l'occasion d'un braquage et les médias résonnent d'appels insensés à la vengeance. Qu'un jeune immigré se fasse descendre ou torturé par un homme en uniforme et on ne voudra y voir qu'un « risque du métier ». Les responsables de tels actes sont rarement inquiétés et quand, par hasard, ils sont incarcérés, ce n'est jamais pour bien longtemps. Dans cette société, les hommes ne sont décidément pas égaux devant la mort, ni devant la justice. C'est bien pourquoi le combat contre le racisme ne vise pas seulement à affirmer une exigence généreuse. C'est le moyen de stopper un cancer dont les métastases peuvent être mortelles pour les libertés et pour le mouvement ouvrier.

RACISME

Une justice selon le faciès

Un jeune de Villeneuve-sur-Lot (47), Tahar Bouhouia, commet un braquage en janvier 1983. Il le rate. Après quatorze mois de préventive, la cour d'Assises d'Agen le condamne en mai dernier à cinq ans de prison ferme !

L'affaire de Tahar ressemble (presque) à s'y tromper à celle de Toumi Djaïda, le jeune des Minguettes, leader de la marche des Beurs de décembre 1983. Quelques mois après avoir réuni cent mille personnes à Paris, le tribunal de Saint-Etienne condamnait Toumi à plusieurs mois de prison ferme. A Agen, alors que Tahar a prouvé en sortant de détention préventive sa volonté de tirer un trait sur son passé et de « s'en sortir », la justice l'a fait durement replonger. Une différence entre les deux cas existe pourtant et elle est de

taille : Tahar n'écoppe pas de quelques mois de prison, mais de cinq ans de réclusion criminelle ordonnés par une cour d'Assises alors que cette affaire de petit braquage ne relevait que d'une chambre correctionnelle. Encore plus grave, il est privé de ses droits civiques à vie. Entre autres, cela signifie qu'il lui est interdit de voter, de participer à une association... Depuis Toumi a été gracié par le président de la République et donc libéré, pas Tahar.

En sortant de préventive en avril 1984, bénéficiant de mesures de Badinter, Tahar

va tout faire pour prendre en main son avenir ainsi que celui des jeunes de sa région qui vivent dans la même situation. Les experts psychiatriques affirmeront que « la détention déjà subie avait porté ses fruits » et que « l'incarcération déjà trop longue ne lui servirait nullement à s'amender ». En un mot, ils estiment que Tahar a déjà bien trop payé : quatorze mois d'incarcération alors que l'agressé lui-même a retiré la plainte, c'est en effet beaucoup.

Sa volonté, Tahar n'a cessé de la prouver d'avril 1984 à mai 1985. Malgré tous les obstacles qu'il rencontre, comme fils de Harki, sous contrôle judiciaire, il cherche du travail, il étudie. Pour s'en sortir et « tout faire pour que d'autres jeunes ne plongent pas », en décembre 1984, il crée Mixture à Villeneuve-sur-Lot. Cette association se fixe plusieurs objectifs :

mieux faire connaître les différentes cultures ; informer la population sur les problèmes du racisme ; œuvrer à l'insertion des jeunes et lutter pour l'égalité des droits, pour une société pluriculturelle. Tahar explique qu'« On peut être des citoyens français, mais de seconde zone et on n'obtiendra pas les droits auxquels nous pouvons prétendre sur le papier, sans inscrire notre lutte dans le combat général pour l'égalité des droits de toutes les communautés qui vivent dans ce pays. Mixture doit servir de support pour permettre aux jeunes ayant des parents de toute origine de s'organiser. »

La cour d'Assises en a décidé autrement. Pour Tahar, la réinsertion est impossible. Il doit payer sa dette envers la société. Pas pour le braquage, mais pour avoir

REIMS

« Aventure ordinaire au supermarché »

Mardi 18 juin, 19 h 30, un consommateur basané, aux cheveux noirs bouclés, s'apprête à sortir du grand magasin Radar après avoir fait ses courses et réglé ses achats à la caisse. Un vigile zélé l'arrête. Il veut le fouiller. Mais le consommateur en question est aussi un militant averti : responsable de SOS-Racisme à Reims. Il déclare au vigile qu'il ne tolérera pas cette atteinte à sa dignité, qui est de plus illégale. Il précise que seul un officier de police judiciaire a le droit de le fouiller. Le vigile s'entête, appelle la police... qui devra constater que le client est en règle !

La population immigrée de la région est souvent victime de ce type d'humiliation dans les hypermarchés rémois. Le MRAP, la Ligue des droits de

l'homme, SOS-Racisme décident de réagir ensemble, diffusent un tract détaillant « l'aventure ordinaire » qui vient d'arriver au responsable de SOS-Racisme au grand magasin Radar.

Samedi 22, des jeunes de SOS-Racisme distribuent le tract devant les portes du supermarché concerné. Panique ! Un rassemblement se forme devant les caisses. Un militant antiraciste s'adresse aux caissières... le directeur du magasin vient faire ses excuses. Puis il appelle ses vigiles accompagnés d'un chien de garde, et fait intervenir les flics, pour disperser les diffuseurs de tracts. Ils n'en reviennent pas moins devant les portes du magasin après le départ de la police.

De nombreux contacts ont été pris avec des clients de Radar qui avaient dû subir les provocations et les fouilles des vigiles. Des jeunes préciseront même qu'ils se sont faits tabasser !

La déclaration du MRAP, de la Ligue des droits de l'homme, de

SOS-Racisme est parue dans la presse locale. Les antiracistes sont bien décidés à ce que l'on puisse faire ses courses tranquilles dans les magasins rémois.

DREUX

De la mairie aux HLM

Hieaux, maire de Dreux et auteur remarqué de la première alliance de la droite avec le Front national, déclarait récemment, au cours d'une conférence de presse, que tout allait bien dans sa « chère ville ». Le lendemain, des centaines de locataires en colère envahissaient les bureaux de l'Office HLM : ils viennent de subir des hausses de loyer abusives (20 à 100 %).

Les mêmes qui tiennent la mairie se retrouvent il est vrai en grand nombre au conseil d'administration de

l'Office ! Les locataires, pour leur part, ont commencé à s'organiser dans les quartiers, aidés par la présence d'une militante au conseil de l'Office. Plusieurs associations voient le jour dans les cités. Plus de huit cents signatures sont collectées contre les augmentations, des lettres adressées au maire, à Françoise Gaspard, député du PS, à Paul Quilès, ministre du Logement. La mairie est seule à répondre et justifie les hausses. Les locataires sont déterminés à montrer leur refus. Ils se rassemblent donc la dernière semaine de juin devant la préfecture et l'Office HLM. Deux cents manifestants envahissent les bureaux, provoquant la panique du directeur et du président.

En dehors des manifestations antiracistes qui regroupent beaucoup de monde, on avait rarement vu autant de participants dans une manifestation à Dreux. Le mouvement se fixe pour objectif l'annulation pure et simple des augmentations.

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	Nom
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Prénom
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Adresse
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Formule choisie
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

● Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)

● Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31

● Directeur de publication : Christian Lamotte

● Commission paritaire 63922

● Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

RACISME

Silence et complicité autour d'une bavure

A Gagny, un flic qui tire sur trois jeunes Algériens. La complicité de la police et les silences de l'appareil judiciaire nous ramènent à une époque sinistrement célèbre.

C'est une histoire où racisme antijeunes et agression raciste se mêlent, une histoire qui a l'allure d'une bavure policière et qui en est une. Ça se passe à la gare du Chesnay-Gagny, dans la banlieue-est de la région parisienne.

Le 20 juin dernier, un individu armé d'un 357 Magnum poursuit, en les menaçant de son arme, trois jeunes parce qu'ils chahutaient sur les voies. N'arrivant pas à les rejoindre, il s'en prend alors à trois autres jeunes qui passaient par là, trois jeunes Algériens. Les insultes racistes pleuvent. Un témoin de la scène qui attendait sur le quai intervient, il reçoit un coup de matraque télescopique.

Les trois jeunes Algériens viennent alors à la rescousse de leur défenseur et subtilisent la matraque. L'individu les met en joue avec son flingue et tire. Hamid et Halim s'écroulent, l'un blessé à la cuisse, l'autre au talon.

Un agresseur policier

L'individu armé était en fait un policier qui n'était pas en service à ce moment-là. Le lendemain, un communiqué officiel de la police diffusé par l'AFP, et repris notamment par le *Parisien libéré*, faisait état d'une agression « perpétrée par cinq Arabes sur un policier ». Malencontreusement pour



L'un des deux jeunes, Hamid, à la sortie de l'hôpital. Photo du bas : la garde à vue, dans l'hôpital pour... les victimes.

la police de Gagny, plusieurs témoignages concordent pour donner une version des faits qui ne laisse place à aucune ambiguïté : les victimes sont bien des victimes et le policier n'était aucunement menacé lorsqu'il a tiré.

Monsieur Bicheux, le principal témoin, scandalisé par cette affaire et encore meurtri des coups de matraques reçues « parce qu'il défendait les bougnoules » n'a pas hésité à faire son témoignage devant les caméras d'Antenne 2. Cela lui a valu d'être interpellé par la police quelques heures après le passage de l'émission. La police de Gagny a des idées bien particulières, sur l'ordre public et la manière de le faire respecter.

Rachida, la sœur d'Halim est affirmative : « S'il n'y avait pas eu de témoins et l'émission d'Antenne 2, c'est



sûr qu'ils auraient été inculpés de quelque chose. » Les faits et l'attitude des flics confirment que ceux-ci n'ont reculé devant rien pour protéger un des leurs. Les deux jeunes, après l'agression, ont été maintenus en garde à vue pendant vingt-quatre heures à l'hôpital. Pendant ce temps, la mère d'Hamid n'a même pas pu voir son fils : « Les policiers qui gardaient l'entrée m'ont claqué la porte au nez alors que j'essayais de parler à mon fils. Ils m'ont dit que c'était parce que je parlais en arabe. » Au moment des faits, le troisième pote, celui qui n'était pas blessé et qui a voulu témoigner s'est fait passer à tabac dans le car de police, et a été gardé à vue dans la foulée !

Menaces dans les cars de police

Ils étaient à tel point sûrs de leur affaire les flics de Gagny qu'ils ont laissé s'exprimer leur haine raciste sans retenue aucune. Et Hamid a eu du mal à réaliser ce qui lui arrivait quand dans le car de Police-secours qui l'amenait à l'hôpital, il a entendu les policiers lui dire cyniquement que si ça avait été eux, c'est dans la tête qu'ils lui auraient mis la balle. Et de faire éta-

lage de leurs armes et de montrer les divers calibres de balle. On imagine la scène !

« Ils nous ont laissé perdre du sang pendant une heure avant de nous amener. Et puis après ils ont du faire des détours parce qu'on a mis très longtemps pour arriver à l'hôpital de Monfermeil. Ils s'adressaient en riant au chauffeur, en faisant des vanes sur son permis de conduire... Et puis arrivés à l'hôpital, ils n'ont pas voulu nous aider à descendre, alors qu'on ne pouvait pas marcher. Ils ont dit qu'ils n'étaient pas nos larbins ! Et puis, il y a eu aussi des menaces. Ils disaient qu'ils nous retrouveraient parce qu'ils savaient nos noms et nos adresses. »

La police n'est pas propre. Des bruits circulent à Gagny, des gens auraient reconnu des policiers qui collaient le soir des affiches du Front national. Si la police n'est pas propre, la justice, elle, n'est pas nette. C'est le procureur Grimaldi du parquet de Paris — alors que Gagny dépend du tribunal de Bobigny — qui a décidé de la garde à vue des victimes. L'enquête est confiée à l'IGS, la police des polices. Les avocats des victimes n'ont pu obtenir aucune information sur l'enquête. Aucune inculpation n'a été prononcée et le nom du poli-

cier en cause est tenu au secret.

« Ils essayent d'étouffer l'affaire. En gardant le secret surtout et en faisant traîner ils espèrent nous fatiguer et pouvoir dans quelque temps classer l'affaire sans suite. Mais ils se trompent. Nous ne laisserons pas tomber. Il faut que la vérité soit faite et que la justice soit rendue, déclare Rachida, parce qu'il y a trop d'affaires de ce genre-là. Sur le coup, on dit Les pauvres... » et puis on oublie. Il faut que ça cesse. Ça arrive trop souvent, ça arrive tous les jours. Tiens, à Livry-Gargan, le jugement a été rendu : deux ans de prison. Tu comprends un mec qui tue un Arabe, c'est rien. Alors si c'est un flic ! On en arrive à ce que les gens ont plus de respect pour un chien que pour un Arabe. »

Les familles se sont portées partie civile

Les victimes ont porté plainte pour tentative d'homicide volontaire et coups et blessures et injures racistes. Les familles vont se porter partie civile. Pour cela, elles ont besoin d'un soutien financier. Ces familles, les témoins et plusieurs associations dont l'ANGI, le CLAP, la FASTI, Accueil et promotion, l'ATAF, le MRAP, SOS-Racisme, le collectif La crise n'a pas de couleur, la CSF se sont réunis et ont commencé une vaste campagne d'information et de sensibilisation sur ce qui s'est passé. Plus de six mille tracts ont déjà été distribués sur les marchés de Gagny et des villes avoisinantes. D'ores et déjà les familles, les témoins, les avocats et les associations ont demandé à être reçus par Badinter et se rendront en délégation à la place Vendôme ce vendredi.

Sonia Follon

La riposte

Le 1^{er} juillet, à Gagny, bien que la municipalité, RPR de choc, ait refusé la salle, la réunion de protestation et de soutien aux trois jeunes Algériens victimes des violences policières s'est tenue en plein air, sur la place du Marché, avec plus de cent cinquante personnes. De nombreux habitants de Gagny s'étaient déplacés, toutes les associations antiracistes mais aussi tous les partis de gauche. Parmi les prises de parole : les conseillers municipaux du PC et du PS, des militants de la LCR, des JCR et de la FA. C'est bien une mobilisation unitaire et en profondeur qui est en train de se mettre en place. Tous appellent à la manifestation qui partira de la gare du Chesnay-Gagny, samedi 6 juillet à dix heures.

●●●

donné l'espoir, avec Mixture, à des centaines de jeunes de sa région, que la lutte collective est possible pour sortir de la marginalisation et obtenir l'égalité des droits, qu'il y a une autre voie que celle de la délinquance et de la démerde individuelle.

Le comité de soutien a pris la défense de Tahar pour qu'il sorte au plus vite. L'association Mixture est bien sûr très active au sein du comité pour défendre son président. Malgré les obstacles mis par le maire de droite de Villeneuve pour bloquer le comité de soutien (refus de donner des salles, par exemple), l'activité de celui-ci avance à grands pas. Une pétition circule dans la région. Elle a également été envoyée aux autres associations de jeunes qui existent un peu partout en France. Elle a reçu plus de mille si-

gnatures dont l'écrivain Tahar Ben Jelloun. Alors que les jeunes de Fumel et de Condat (à côté de Villeneuve) ont décidé d'organiser dans le courant du mois de juillet un concert sur leur ville avec Carte de séjour, le comité prépare déjà pour le mois de septembre à Villeneuve une grande soirée rock. Un appel de personnalités est en cours de préparation. Delorme, le prêtre des Minguettes qui avait soutenu la marche, en est le premier signataire. Il a par ailleurs fait connaître sa volonté de soutenir de bout en bout cette affaire et de la populariser. Le journal *Sans frontière* et la FASTI ont eux aussi rencontré le comité de soutien pour discuter de la campagne à mener. Le Syndicat de la magistrature, le MRAP, localement, ont donné leur soutien. Une conférence de presse s'est tenue le vendredi 21 juin, regroupant des personnalités locales

du PS, du PC, de la CGT, elle a permis d'alerter les médias.

A cette étape de la riposte, alors que de multiples contacts sont pris par les jeunes Villenevois, nous ne pouvons que répondre à leur appel pressant pour dénoncer cette justice qui juge selon le faciès et le nom des jeunes... oubliant certainement les beaux discours de Badinter sur la réinsertion.

Gaëlle Sélérigen

Pour prendre contact avec le comité de soutien à Tahar : 41, route de Bordeaux, 47300 Villeneuve-sur-Lot. **Soutien financier :** Nelly Mesquita, 14, rue G^{al} Koenig, 47300 Villeneuve-sur-Lot (un procès, cela coûte très cher). **Ecrivez à Tahar :** Tahar Bouhouia, Maison d'arrêt, 44, rue Montaigne, 47000 Agen.

Construire une force anticapitaliste

Faire entendre une autre voix

Progressivement, l'idée d'une alternative anticapitaliste fait son chemin. Dans un certain nombre de villes, des appels sont rendus publics. Tous partent de la même constatation : il faut faire entendre une autre voix que celle d'une gauche qui ne peut afficher qu'un bilan de faillite. Nous reproduisons cette semaine deux de ces appels. A Grenoble, il émane de militants d'organisations syndicales, anti-impérialistes et associatives. Et à Sarlat, ce sont des militants autogestionnaires, syndicalistes, occitans qui en ont pris l'initiative. Dans les deux cas, la LCR soutient ces initiatives.

GRENOBLE

Pour un rassemblement Pour construire une alternative

Nous sommes nombreux à partager une approche commune des différents aspects de la crise de notre société, en particulier devant :

- Le développement du chômage, de la précarité de l'emploi et l'évolution de plus en plus évidente vers une société « duale ».
- Les attaques, au nom de l'austérité, contre des acquis élémentaires de nombreux travailleurs : pouvoir d'achat, protection sociale, conditions de travail avec la flexibilité, etc.
- La crise persistante du système éducatif avec notamment un échec scolaire massif et la mise hors-circuit de nombreux jeunes.
- L'accroissement du racisme et la banalisation des idées d'extrême droite.
- La pression, sous prétexte de crise, pour le retour des femmes au foyer et une nouvelle politique « nataliste ».
- L'aggravation des dangers de guerre et la poursuite de la course aux armements, y compris par notre propre pays qui reste un des principaux marchands d'armes.
- L'aggravation de la situation du tiers monde, l'impasse des politiques néo-coloniales, et même le danger d'une prochaine guerre coloniale en Nouvelle-Calédonie.
- La persistance des conséquences désastreuses

pour l'environnement et le cadre de vie, des effets des « sociétés industrielles ».

Sur ces questions, nous constatons dans les faits, un échec de la gauche : impuissance ? manque de détermination ? capitulation devant la logique du système ?...

Nous luttons contre les projets réactionnaires de la droite (libéralisme sauvage, atteinte aux libertés...) et la montée de l'extrême droite.

Nous pouvons voir à l'échelle locale, depuis l'arrivée de Carignon, la dynamique d'une telle politique en matière de privatisation des services publics, d'étouffement de la vie associative, etc.

Sur ces questions, notre démarche dans les luttes et l'organisation concrète des mobilisations a été souvent convergente.

Elle a même montré l'existence d'une réelle unité sur le terrain des luttes sociales, des luttes antiracistes, les mouvements de solidarité internationale...

Dans le mouvement syndical, associatif, dans les organisations politiques de gauche et d'extrême gauche, nombreux sont ceux qui s'interrogent sur les moyens de traduire ces pratiques dans le sens d'une dynamique alternative d'ensemble, alternative sociale et politique.

Nous devons chercher les moyens d'unifier nos efforts par le décloisonnement des pratiques, par la recherche des convergences, par le développement d'une démarche de propositions.

Il reste à construire un tel rassemblement

- qui montre qu'une autre voie, basée sur une autre logique de développement, est possible et nécessaire ;

- qui fasse entendre une autre voix, par exemple lors des élections de 1986, mais surtout qui permette de construire ensemble et de manière durable une véritable alternative.

Nous vous invitons à une rencontre pour un premier échange sur ce texte et pour se préparer à en concrétiser les objectifs dès la rentrée.

Première liste très provisoire de signataires : François Atger (contrôleur du travail), Marc Beetschen (ouvrier, Raymond-Bouton), Alain Bos, (technicien, Merlin-Gerin), Martine Bouille (directrice MJC, Saint-Egrève), Jo Briand (enseignant), Bernard Macret (infirmier, Fontaine), Bernard Pelordet (animateur radio), Gérard Vivier (enseignant).

Nous sommes militants ou animateurs de différentes organisations syndicales, anti-impérialistes ou associatives : CGT, CFDT, FEN, Centre inter-peuples, SOS-racisme, Collectif pour l'égalité, divers comités de solidarité internationale (Amérique centrale, Afghanistan, Kanaky...) mais notre signature n'engage bien sûr pas ces organisations.

Par ailleurs, actuellement, la LCR et le PCML ont exprimé leur soutien à cette initiative.

SARLAT

Pour une liste alternative en 1986

Nous nous sommes rencontrés vendredi 14 juin ; étaients invités à cette réunion informelle tous les Sarladais qui voulaient aborder ensemble l'échéance de 1986. Tous les présents sont tombés d'accord pour constater que ces élections seront rudes pour les listes minoritaires, mais qu'une opportunité existe si les diverses sensibilités de la gauche extra-parlementaire, occitaniste, libertaire, écologiste et autres s'unifient pour présenter aux régionales une liste alternative unitaire :

- Alternative à la droite libérale ou fasciste et à la gauche dont le bilan n'offre que reniements, revirements ou impasses.

- Alternative dans le projet d'une autre société qui ne s'accommoderait plus de la course aux armements, de la destruction de l'environnement, des gâchis d'une économie fondée sur le profit et non sur la satisfaction des besoins.

- Alternative dans sa volonté de conquérir la démocratie par la gestion directe de la société par tous les individus et notamment ses minorités (ou majorités) dominées, et ce à tous les niveaux.

- Alternative enfin, par ses pratiques et la mise en marche de forces aujourd'hui dispersées, unies en cette occasion dans le respect des différences.

Nous sommes conscients des obstacles, des sectarismes, des velléités hégémoniques qui peuvent faire échouer un tel projet ; nous pensons cependant que des centaines de militants et de militants périgourdins sont prêts à s'y investir et à bousculer ainsi tous ces obstacles ; nous les appelons à intervenir dans leurs associations, leurs organisations, leurs lieux de travail, leurs villes et leurs villages pour œuvrer dans ce sens.

L'enjeu de cette alternative unitaire doit dépasser les intérêts d'appareils, les préséances ou les petites rancœurs ; chaque individu, chaque groupe doit pouvoir trouver sa place dans une telle alliance.

Nous nous adressons à toutes et à tous : existons ensemble en 1986.

Sarlat, le 18 juin 1985.

Une tradition souvent oubliée

IWW et syndicalisme révolutionnaire aux Etats-Unis, de Larry Portis, Paris Spartacus. 70 francs.

Ce premier livre publié en français sur l'histoire du syndicalisme révolutionnaire aux Etats-Unis rompt avec l'idée habituellement admise de la passivité de la classe ouvrière américaine. Retraçant l'émergence du mouvement ouvrier et ses luttes au début de ce siècle, l'auteur évoque les origines de celui-ci et décrit les conditions de vie quotidienne des travailleurs. L'exploitation économique, la violence, la démagogie, le racisme, autant de moyens employés par le patronat et le gouvernement pour diviser une classe ouvrière en pleine formation et briser un mouvement ouvrier en pleine expansion.

Ce n'est plus l'image du pays neuf offrant toutes les opportunités aux vagues successives d'immigrants nouvellement débarqués au début du XX^e siècle qui nous est donnée dans cet essai, mais plutôt la description d'une réalité dure, vécue par des millions d'hommes et de femmes isolés par leur déracinement et rendus vulnérables par leur ignorance de la langue et des coutumes américaines.

C'est dans ce climat particulier que le mouvement des Industrial Workers of the World (Ouvriers industriels du monde) se forma en 1905 et entraînera une grande partie de la classe ouvrière américaine, jusqu'en 1924, dans des luttes qui marqueront la conscience ouvrière américaine.

Agitateurs et propagandistes, les membres de l'IWW se sont révélés de véritables précurseurs par les tactiques qu'ils ont développées au cours de grèves restées célèbres : les sit-ins, les grèves sur le tas, l'information du public par les banderoles, le défilé des enfants de grévistes dans les grandes villes des Etats-Unis, la non-violence face aux provocations.

C'est cette implication directe dans l'action qui a caractérisé le mouvement syndical ; dont un des slogans « One big union » (« Une grande union ») sera repris dans les années trente par le CIO et qui marquera son opposition acharnée au vieux syndicats de métier. De plus, il est certain que les IWW ont davantage représenté une tradition américaine que tout autre mouvement syndical nord-américain.

Le livre de Larry Portis nous montre comment cette organisation, certainement la plus dynamique entre 1905 et 1924, s'est insérée au sein des grands courants révolutionnaires du premier quart de siècle, de la révolution mexicaine à la Révolution russe de 1917, et comment celle-ci fut l'objet d'une répression féroce.

Remettant en question la démocratie américaine, ce livre cherche à ramener l'espoir que les mutations importantes qui ont ébranlé le monde du travail depuis la Seconde Guerre mondiale peuvent conduire les ouvriers américains à des formes d'action plus directes, faisant écho en cela à l'expérience historique des IWW. En ces temps de crise sociale où la classe ouvrière subit des attaques brutales (Reagan contre les aiguilleurs du ciel en 1981, Thatcher contre les mineurs en 1984-1985), l'expérience des IWW apporte des éléments de réflexion sur tout ce qui touche les rapports sociaux, la culture de classe et la vie politique dans les pays capitalistes.

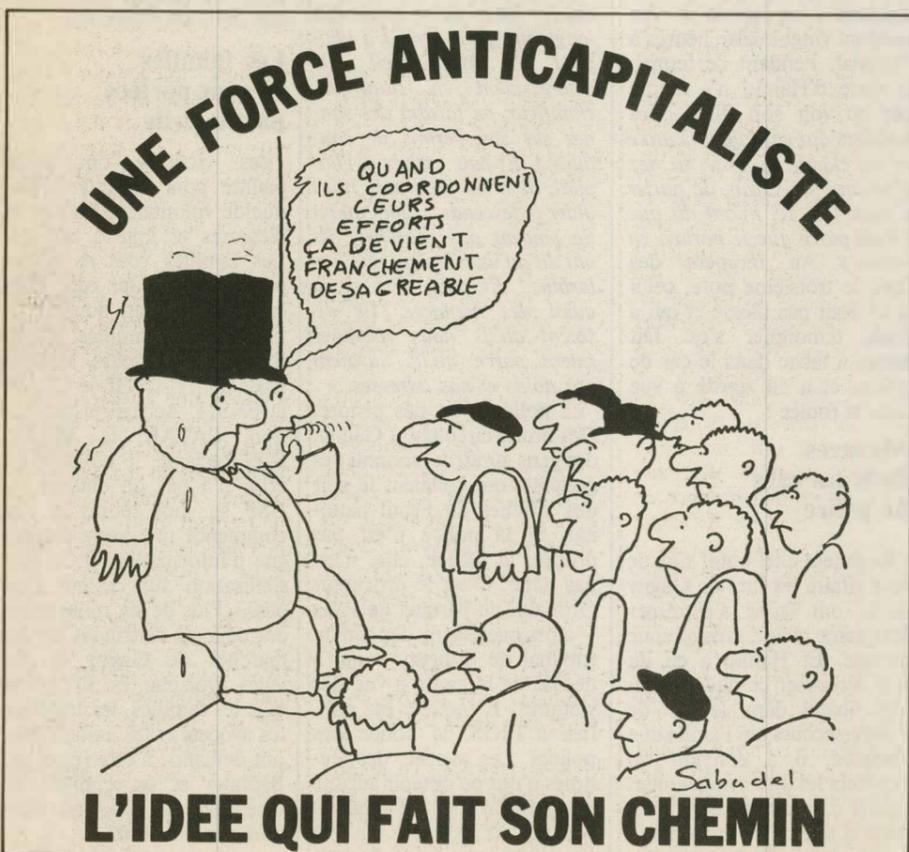
Yvan Sesuie



librairie diffusion

LA BRECHE

9, rue Tunis, 75011 PARIS
Tél: 367 63 57



L'IDEE QUI FAIT SON CHEMIN

Pourquoi «l'affaire» Manouchian ?

Y-a-t-il une affaire Manouchian, comme le laisse entendre le film de Mosco ? Et, par delà cette question, comment expliquer que ce point d'histoire fasse couler autant d'encre ? Pour aborder ces questions, « Rouge » a organisé une table ronde avec trois invités :

Maurice Rajfus, auteur, entre autres ouvrages, du livre *L'An prochain la révolution* (les communistes juifs immigrés dans la tourmente stalinienne), Mazarine, 1985.

Alain Brossat, co-auteur avec Sylvia Klingberg du livre *Le Yiddishland révolutionnaire*, Balland 1983, membre de la LCR.

Claude Bourdet, compagnon de la Libération, membre du groupe de résistance Combat, du comité directeur national de ce mouvement. En 1942, membre du poste de commandement secret de la Résistance à Lyon, puis à Paris. Après la fusion de Combat au sein des Mouvements unis en 1943, il participe au comité directeur des M. U., puis au Conseil national de la Résistance. Arrêté en 1944 et déporté successivement à Neuengamme, Oranienburg et Buchenwald. En 1960, il est l'un des fondateurs du PSU, dont il est toujours membre. Parmi ses livres, *L'Aventure incertaine, de la Résistance à la Restauration*, Stock, 1975.

Claude Bourdet : Je ne sais pas s'il y avait une affaire Manouchian à l'époque, mais il y a certainement une affaire Manouchian maintenant et les aller-retour du pouvoir audiovisuel ont aggravé les choses. En ce qui concerne le groupe des cinq conseillers, qu'on a voulu à tout prix baptiser jury d'honneur — alors qu'il n'a rien à voir avec cela —, il rassemblait des gens d'origines politiques très diverses. Henri Noguères est un socialiste bon teint, moi je suis au PSU et j'étais considéré dans la Résistance comme assez anticommuniste, le couple Aubrac était assez proche des communistes à l'époque, ils en sont très loin aujourd'hui et enfin Pierre Sudreau est un homme de droite. Notre avis a été sollicité, sans que nous sachions qu'il serait suivi intégralement.

Nous avons déjà donné notre avis à propos du film sur l'affaire Hardy-Barbie fait par un cinéaste d'extrême droite avec M^e Jacques Vergès dans le rôle du grand accusateur public. Ce dernier film était extrêmement diffamatoire, pas tant vis-à-vis de l'extrême gauche — malgré quelques insultes sur les Aubrac — mais surtout à l'égard de l'ancien député gaulliste Guillain de Bénouville et du mouvement Combat dont je faisais partie. Nous étions d'avis de ne pas le passer et avons été suivis sans que cela ne provoque de remous.

Cette fois-ci, il en est allé autrement. Nous avons vu le film de Mosco qui, contrairement à l'autre, est dans sa première partie intéressant pour l'image qu'il donne des gens des FTP-MOI. Il est très

touchant par certains côtés. Mais dans sa seconde partie, il porte des accusations aussi incroyablement gratuites que celles portées par l'autre film. Alors pourquoi cette différence avec l'exemple précédent ? Le premier film attaquait des non-communistes, des gens « respectables » en quelque sorte. Tandis que lorsqu'il s'agit de communistes, cela paraît normal de les diffamer.

Maurice Rajfus : L'affaire Manouchian a été mise en scène en 1944 par les nazis avec l'affiche et le procès à grand spectacle au mois de février. L'affaire a été recréée par le PCF qui a commencé une campagne de presse dès avril dernier sur le thème « l'affiche rouge profanée ». C. Bourdet vient de parler de diffamation. Ne se sent-il diffamé que celui qui n'a pas été diffamé et celui qui se sent diffamé peut poursuivre en justice le réalisateur d'un film ou l'auteur d'un bouquin.

Quant à l'actualité du film, il est curieux qu'il ait été programmé en pleine crise entre le PS et le PC, alors qu'il a été réalisé en 1982 par Mosco et qu'il a entraîné dans les tiroirs de Pierre Desgraupes est un type honnête puisqu'il n'a jamais voulu programmer le film. Que le pouvoir se serve, à quelque niveau que ce soit, de ce film contre le PC n'est pas exclu. Ce serait de bonne guerre à un moment où le PC crache sur les socialistes et dénonce toutes leurs perversions comme à la bonne époque de la troisième période.

Le film tombe comme un pavé dans cette espèce de



Affiche placardée par les nazis et leurs alliés après l'exécution du groupe Manouchian.

mare au moment où il y a un règlement de comptes entre PC et PS, entre un PS qui a fait une bonne gestion fidèle du capitalisme depuis quatre ans et un PC qui a quitté le navire parce qu'il voudrait récupérer quelques billes. Tout le problème du film est là. Dans une autre période, cela aurait fait beaucoup moins de vagues.

Alain Brossat : Maurice a eu un mot qu'il faut reprendre : l'idée que « c'est de bonne guerre ». Tu admetts l'idée que le film doit être regardé et jugé dans le contexte idéologique. Tu sembles considérer que dans un tel contexte, vu ce qu'est l'attitude du PC vis-à-vis du PS, en lui imposant la projection de ce film, on ne fait que lui renvoyer la balle. C'est un argument dangereux. Dans une bataille comme celle-là, qui est une bataille de stratégie politique sérieuse entre le PC et le PS, je ne pense pas que l'on puisse utiliser n'importe quel argument et n'importe quel matériel. Or, l'affaire Manouchian n'est pas n'importe quel matériel. On ne peut pas utiliser un tel procédé.

On ne peut pas éviter de rapporter l'effet médiatique

démésuré de ce film à un contexte idéologique. Qu'est ce qui est le plus énorme dans ce contexte ? Est-ce la volonté du PC de se cramponner pied à pied aux légendes de son histoire ou est-ce que c'est une tentative autour de laquelle se réaliserait un consensus assez impressionnant pour, à cette occasion, porter un certain nombre de coups au PC et le pousser dans ses retranchements à un moment où il se trouve mal en point de son propre fait. Il me semble que le deuxième aspect prime assez largement et que c'est à tort que dans *Rouge* on a insisté sur le premier. Au milieu des années soixante-dix, on a assisté à une offensive, sous Giscard, visant à jeter aux orties un certain nombre de repères. C'était les résistants et les collabos, les fascistes et les antifascistes, cela fonctionnait, avec bien des ambiguïtés, mais cela fonctionnait. Le brouillard a été jeté avec des effets divers. Il y eut le film de Louis Malle, *La-combe Lucien*, celui de Lilliana Cavani, *Portier de nuit*, au début de l'offensive des « révisionnistes », accompagnés d'un Faurisson qui a commencé à raconter que les

chambres à gaz n'avaient jamais existé.

Ce qui se passe autour du film de Mosco se situe dans le prolongement. Cela revient à montrer que pendant la guerre l'activité du PC s'est bornée à demander aux nazis l'autorisation de refaire paraître *l'Humanité* et, quant l'opportunité a été bonne, à se débarrasser de ses « métèques ». Quand la direction du PC réagit de façon stalinienne en demandant l'interdiction du film, c'est un réflexe pavlovien de stalinien. Mais l'autre aspect est beaucoup plus important dans la conjoncture actuelle.

Sans chercher à amnistier le PC sur tous les aspects sombres de son histoire, je prétends que le film est, pour l'essentiel, dans les aspects pervers de son montage, un des éléments de cette opération. La leçon d'histoire de Courtois et Ganier-Raymond dans le film vise à expliquer que le PC traîne une énorme casserole avec l'affaire Manouchian, sans preuve et je trouve cela assez indécent.

Maurice Rajfus : Tu simplifies à outrance en disant que les seules choses qui surnagent sont la demande de re-

parution de *l'Humanité* en 1940 et la chasse aux « métèques » en 1944. La réalité est heureusement beaucoup plus complexe que cela. Depuis un mois, dans un certain nombre de journaux « sérieux » sont parues des analyses substantielles, fouillées qui ne se limitent pas à ces deux points extrêmes.

Il faut examiner l'affaire Manouchian à la loupe, dans le contexte de ce qu'a été le mouvement communiste depuis la fin des années vingt, que nous avons traversé soixante ans de gangstérisme politique émaillés par des turpides analogues ou bien plus graves, par des largages de militants, de partis entiers, par des liquidations de directions comme le bureau politique du PC polonais en 1938, c'est le cas de militants assassinés en Espagne, du Guépéou qui régnait en maître à Barcelone en 1937-1938, cela va jusqu'à l'assassinat politique avec celui de Trotsky en 1940. C'est là le contexte de l'affaire Manouchian, sinon on ne comprend rien à toute cette affaire. D'autre part, la question de fond n'est pas comment a été liquidé le groupe Manouchian, mais bien pourquoi !

Jean Lantier : Il y a eu un déchainement incroyable de la presse de droite. L'éditorial des *Echos* du 18 juin dit : « Si nous voulons pouvoir condamner en toute loyauté d'esprit le terrorisme des autres, il faudrait peut-être nous garder de célébrer sans prudence ceux qui, chez nous, ont manié ces armes. Il est permis de leur préférer les combattants de rase campagne, ceux du Vercors, du simple maquis... » Le point de vue idéologique insidieux du Club de l'horloge, de la nouvelle droite se diffuse largement dans la droite classique, au point qu'il n'y a plus de frontière idéologique entre Le Pen et la droite sur une série de questions dont l'immigration. Cela pose un vrai problème. Cette offensive idéologique surprend le PC dans un moment de faiblesse au point qu'il n'a plus l'autorité nécessaire, sauf à recourir à une demande d'interdiction, de répondre à ces attaques. Le deuxième problème c'est que chaque fois qu'est soulevée une question historique concernant le PC, on ouvre des dossiers brûlants. Il n'y a jamais un contexte idéologique favorable, où un mouvement peut porter ces interrogations en toute légitimité. Quand Soljenitsine dénonce à la face du monde le goulag, le contexte national et international n'est pas favorable. De même lorsqu'Arthur London raconte l'épuration des membres des Brigades internationales, le contexte n'est pas non plus très

Suite p.6

Combattants oubliés...

Le film de Mosco, projeté aux Dossiers de l'écran du 2 juillet, a ce mérite de montrer dans leur simplicité et leur modestie ces combattants antinazis oubliés par toutes les histoires. Ainsi quelques-uns de ces immigrants, juifs, polonais, espagnols ou roumains, que la police de Pétain et la Gestapo pourchassaient, étaient des héros. A l'heure où Le Pen reprend un slogan tristement célèbre de l'époque de Hitler, « 2 millions de chômeurs, c'est 2 millions d'immigrés de trop » (juin 1938, en Allemagne le mot mis pour immigrants était « juifs ») la vision des actes antinazis des résistants de la main-d'œuvre immigrée est sacrément rafraîchissante... et émouvante.

Eh bien, oui, mille fois oui, ces Mitzflicker, Weissberg, Brustlein, Kojitski et autre Farber se sont battus au nom de la lutte internationaliste des antifascistes, quel que soit leur pays. N'en déplaise au sale vent nationaliste qui souffle aujourd'hui, les Manouchian, Rayman ou Fontanot, ensevelis dans le drapeau français, sont morts en luttant contre le nationalisme, le national-socialisme d'Hitler.

Antifascistes d'abord, ils ont mené, pour beaucoup d'entre eux, ce combat contre leur propre dictature, en Pologne, en Hongrie ou en Roumanie. Puis, ne connaissant pour toute frontière que celle de leur classe, la classe ouvrière, ils ont continué la lutte sous les cieux espagnols, contre Franco. Car ils savaient que la classe ouvrière était en danger dans tous les pays, que ses agresseurs s'appelaient Hitler, Mussolini, Franco ou Pétain. La France du Front populaire finissant les parquait dans des camps de concentration, quand ils revenaient des combats antifranquistes d'Espagne, et la France libérée s'empresse de les oublier quand elle ne « francisa » pas leurs noms, ultime injure nationaliste à leurs origines.

Manouchian fut utilisé par la propagande nazie pour montrer que la Résistance, ça n'était qu'un ramassis de terroristes juifs ou étrangers. Fut-il trahi par-dessus le marché par le PCF ? Rien ne permet de l'affirmer, aucune thèse n'est fondée. Il est néanmoins vrai qu'en matière d'histoire, le PCF est suspect, lui qui défend toujours le pacte Hitler-Staline, qui désarma les antifascistes de l'époque.

Alors, il ne faut pas enterrer Manouchian une seconde fois, dans une alliance nationale douteuse, de Chaban-Delmas au PCF, en passant par Amoureux, tenant d'une droite conservatrice et néo-pétainiste.

Il faut le faire vivre dans le combat antiraciste d'aujourd'hui. Parce que demain, qui sait, les Manouchian s'appelleront Mohamed Ben Boulaid.

Jean Lantier

Suite de la p.5

bon. Lorsque Trotsky dénonce les procès de Moscou, le contexte est bien pire que maintenant, en l'occurrence l'existence de deux pouvoirs fascistes, ceux de Mussolini et d'Hitler, et ce quelques mois avant le pacte germano-soviétique.

Le point de vue critique, c'est à la fois dénier à la bourgeoisie le droit d'utiliser une telle affaire, mais aussi mettre en évidence la réalité du mensonge stalinien.

Claude Bourdet : Je voudrais répondre à Maurice. Tout d'abord, il n'est pas aussi simple de dire que le PC n'avait qu'à recourir à la justice s'il s'estimait diffamé. Entre un film qui va toucher entre dix ou vingt millions de téléspectateurs et les quelques

milliers de personnes qui liront qu'il y a eu un procès, il y a une sacrée différence de niveaux. Le PC est un grand diffamateur, tout le monde y est passé, même moi qui fut qualifié lors d'une campagne électorale d'« agent de l'Intelligence Service » parce que je parle bien anglais. Est-ce que pour autant on a le droit de diffamer les diffamateurs ? Je réponds non. Nous avons sincèrement trouvé ce film dégueulasse d'autant plus qu'il utilisait des choses très bien et qu'il se servait de l'émotion normale provoquée

par le mouvement des gens des FTP-MOI pour laisser l'ancien interviewer de Dargacq de Pellepoix, M. Gagnier-Raymond, et Stéphane Courtois glisser l'idée qu'ils avaient été donnés par le PC. Ce n'est pas parce que le PC a commis des saloperies que



La première commémoration de la mort de Manouchian

l'on doit admettre que les autres le fassent.

Il y a dans cette affaire — pas forcément dans le film — un amalgame énorme entre le fait que le PC en tant que tel est entré tard dans la Résistance, et que pour se faire pardonner cette attitude il a poussé plus loin des actions que nous désapprouvions, comme le fait d'abattre sans discernement des soldats allemands.

Ce film fera dire, malgré le côté attachant des personnages héroïques qu'il montre, que la Résistance ce n'était que des salauds. Ce d'autant plus qu'il n'y a pas de film qui fasse contrepoids. Dans le film présenté à la télévision par Yves Montand, qui raconte l'invasion de l'Europe par l'Armée rouge, la fiction et la non-fiction sont mélangées de telle façon que le téléspectateur n'y retrouve pas ses enfants. Le film de Mosco contient un mélange semblable. Il est clair qu'après-guerre il y a eu le parti tricolore, mais pendant la guerre nous n'avons jamais eu l'impression que le PC voulait jeter au panier tous ses résistants « métèques »...

Maurice Rajsfus : Mais est-ce que vous saviez qu'il y en avait dans les villes ?

Claude Bourdet : Bien sûr, et nous en avions plein chez nous. On pourrait faire un film sur la résistance juive au sein du Mouvement uni, du MLN. Il y a des noms assez sensationnels à sortir de là. Ce sont aussi des gars qui avaient changé leur nom.

Aubrac s'appelait Samuels, et Ravel, l'un des types les plus extraordinaires qu'il y ait eu dans notre Résistance, s'appelait Ascher. Personne ne s'étonnait de les voir prendre un nom à consonance non juive. Il n'y a qu'un type qui a pris pendant quelques semaines un pseudonyme juif, c'était Yves Farges qui s'est fait appeler Lévy. Certains ont gardé leur pseudonyme français après-guerre.

Il y a encore une chose qui me stupéfie, c'est que ce sont les tourne-veste qui sont les plus violents dans cette histoire. J'ai été étonné lors de mon passage chez Polac, de voir le gars du *Quotidien de Paris* être l'un des plus modérés, ou Henri Amoureux, dans un article dans l'horrible *Figaro-magazine* de Pauwels, faire preuve de modération. Tandis que les anciens types de gauche passés à droite se déchainaient. Il faut enfin souligner une erreur fondamentale surtout sensible chez des gens comme Noguères ou Sudreau qui en sont bien éloignés : on voudrait provoquer des réactions antisémites et xénophobes que l'on ne s'y prendrait pas autrement. Ces gars ont fait des tas de choses et notamment des déraillements. Mais les seules que l'on nous montre, c'est lorsqu'ils descendent des soldats allemands dans la rue. La réaction de *Minute* que citait Jean se nourrit de cela. Je pense qu'il y a là une gaffe involontaire de Mosco.

Maurice Rajsfus : On ne fait pas de la politique avec les

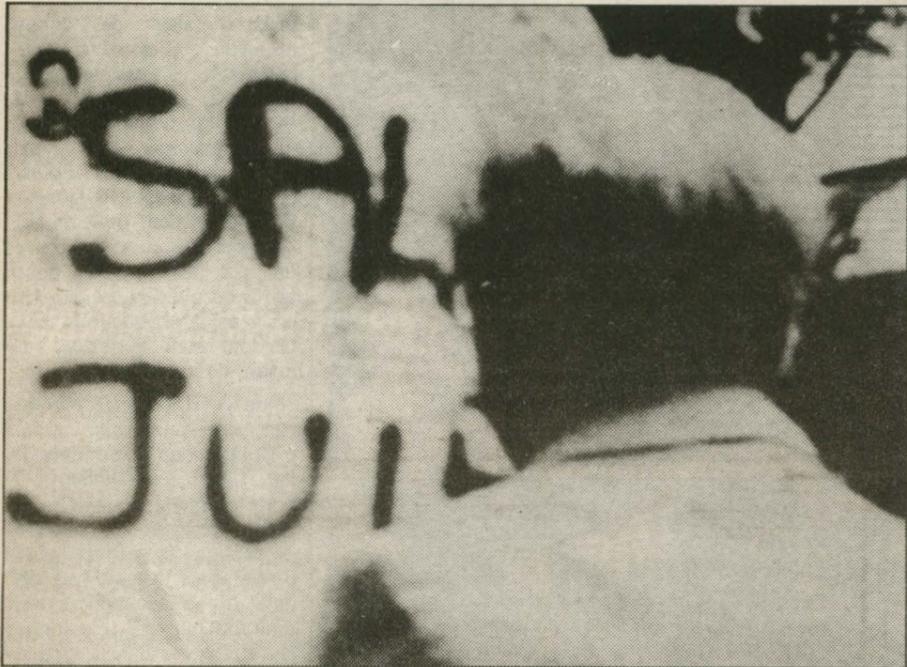
grands sentiments et encore moins avec les grands sentiments du PC. Il y a une certaine imagerie d'Epinal de la Résistance qu'il faudrait commencer à analyser de plus près. Si en 1937-1938 il y avait eu une campagne sur l'attitude des partis communistes et de l'Union soviétique en Espagne alors que les PC expliquaient qu'ils étaient l'âme de la guerre civile, quand on expliquait que les staliniens faisaient la chasse aux opposants, au POUM, aux trotskystes, aux anarchistes, qu'ils avaient leurs tribunaux clandestins, on hurlait à la diffamation. Parce qu'il est vrai qu'à l'époque, la bonne opinion publique approuvait jusqu'aux procès de Moscou. Maintenant, on a un peu le même problème : on a une affaire montée par les nazis qui ont fait une sélection parmi les deux cents militants tombés à l'automne 1943, mais il ne faut pas oublier que 1943 est une année charnière. C'est en juillet 1943 qu'est dissoute l'Internationale communiste, ce qui équivaut à la consigne pour les PC de mener une politique ultra-nationaliste. C'est l'époque où le PC bataille pour préparer son entrée au Comité français de libération nationale d'Alger. C'est l'époque où le PCF veut apparaître comme une force nationale alors que ses propres sources de renseignement font état de la proximité du débarquement. C'est l'époque où Fabien envoie aux FTP de l'Est une consigne de sa main : « N'oubliez pas que notre mot d'ordre c'est

d'abord et avant tout "France d'abord". » C'est dans ce contexte que tombe cette affaire Manouchian.

De là on peut en tirer ce qu'on veut. Certains disent qu'ils ont été livrés. Moi, je pense qu'ils ont été abandonnés. Mais la finalité est la même. On retrouve des affaires du même type dans d'autres coins de France : celle de la 35^e Brigade à Toulouse, cela semble être le cas à Grenoble. Un livre vient de sortir qui explique qu'une partie de la direction des FTP de Lyon a été pratiquement livrée aux nazis.

Alain Brossat : Ce n'est pas du tout le point de vue que je défends, puisque l'affaire est sur la place publique, il faut faire en sorte que la vérité éclate de la manière la plus précise possible. Et la plus objective possible. On ne peut pas raconter n'importe quoi et surtout pas qu'on peut sur cette affaire-là, puisqu'il s'agit des staliniens, avoir une méthode disons démonologique, consistant à raisonner par analogie, ou par extension, et à dire que puisqu'ils ont commis par ailleurs tellement de bévues et de crimes, puisqu'il y a eu le Pacte germano-soviétique, et les procès de Moscou, alors ils étaient bien capables de faire ça. C'est-à-dire de plaider la vraisemblance, en l'occurrence. Cela, il ne faut pas le faire. Parce qu'on parle de questions historiques, on es-





D'hier à aujourd'hui, les tenants de « l'ordre nouveau ». Gilbert Weissberg, ancien des FTP-MOI, au cimetière de Bagneux, devant une tombe juive profanée. Photo du bas : une affiche de propagande des collabos français du PPF.



livre, dans la présentation de l'affaire Manouchian, notamment autour du rôle de Dawidowicz, où tu laisses pesamment entendre qu'il se pourrait bien que Dawidowicz ait eu une mission (envoyé par l'appareil puis ensuite retourné par les flics sous une sorte de contrat entre les flics et l'appareil du PC). Cela relève à mon avis de ce type de raisonnement par analogie.

Ce que tu dis, toi, est une chose, le film de Mosco est mille fois plus vulgaire de ce point de vue. Il y a dedans un certain nombre de trucs qui sont des trucs de montage qui visent à étayer cette hypothèse et finalement, tendant à la faire passer pour vraie. Ces tripotages sont des pocédés totalement malhonnêtes. Par exemple, Gronowski prononce un moment une phrase où il dit qu'il faut bien sacrifier des militants. La phrase, au montage, est sélectionnée consciemment, répétée avec une chambre d'écho pour que cela entre bien dans la tête du spectateur. Ce type-là, le responsable, a un raisonnement cynique. Il a envoyé les gens au casse-pipe cyniquement.

La phrase revient. Autre exemple, la lettre de Manouchian. La lettre, après que Mélinée ait raconté tout ce qu'elle avait à dire là-dessus, « ceux qui nous ont donnés », entouré à l'écran, cela enfonce encore le clou. Et Rayski, dans son article du Monde, dit que dans le vocabulaire de l'époque, cela désignait les collabos, les pétainistes. Ce qui va entrer dans la tête du spectateur avec ce procédé de montage...

Maurice Rajsfus : Il faut penser que Mosco n'est pas un militant politique, c'est un fils d'immigré, réalisant un film sentimental, au départ il n'a même pas envisagé les

conséquences que pouvait avoir ce film, et il faut surtout penser que ce qui a déclenché le débat, ce ne sont pas les trois-quarts du film qui sont à mon avis remarquables, quand on voit ces vieux militants, comme Lamberger, comme Mitzflicker qui est mort maintenant, reconstituer à soixante-cinq ans les gestes avec les bombes artisanales qu'il avaient, c'est quelque chose d'extrêmement émouvant... Et toute cette partie du film n'est ni stalinienne ni antistalinienne, elle est simplement un reflet d'une certaine réalité. Il y a seulement dans ce film deux dérapages importants à mon avis, c'est Ganier-Raymond et Mélinée. M. Courtois, met la pédale douce d'une certaine manière, et dans ce film, des militants communistes comme Farber ou Ozoulias expliquent maintenant qu'on lui a extorqué son témoignage.

Brossat parlait tout à l'heure de démonologie... Le 22 février 1982, je me trouvais au cimetière d'Ivry. J'étais en train de faire ce livre, et des copains de la MOI m'avaient demandé de venir. Ozoulias a pris la parole. On était à deux mois du coup d'Etat de Jaruzelski à Varsovie. Et il a dit « Si les quatorze militants de l'affiche rouge étaient encore parmi nous, ils soutiendraient l'action du général Jaruzelski. » C'est pour montrer comment d'un autre côté on peut manipuler l'histoire.

Claude Bourdet : Ce qui m'a gêné, ce n'est pas qu'on montre des résistants juifs, et quasiment uniquement ceux-là. Ce qui m'a gêné, c'est autre chose. C'est qu'on les montre dans leurs centaines d'actions, celles justement qui sont aujourd'hui les plus difficiles à comprendre. Les

exécutions de soldats anonymes, actions parmi tant d'autres qu'ils ont fait, ce n'était pas particulièrement astucieux de ne montrer que ça.

Quant au problème de l'orientation politique posée par les actions elles-mêmes, la tactique-même utilisée, il faut dire que le PCF a tout fait pour obtenir le maximum d'effets militaires. Mais il n'était pas le seul ! J'ai cité plusieurs fois des actions qui me semblaient beaucoup plus douteuses, comme celle du Vercors. Cela nous a paru une folie, c'était pour rien. L'entourage de Farges, qui a plus tard été crypto, à cette époque il ne l'était pas, les communistes n'ayant rien à décider dans ce cas, a décidé de faire cette action qui était une erreur, terriblement coûteuse. Un peu comme Tito voulant passer de la guérilla à la guerre. Il a failli se faire ramasser. Dire que c'était une erreur, dans toutes les guerres, les états-majors font des conneries, de droite ou de gauche. Et des états-majors il en faut. Le PC s'est foutu dedans, ce que nous disions à l'époque. Il faut que n'importe quel Allemand se sente visé, c'est un raisonnement que je ne partage pas car il n'y avait pas assez d'hommes, de munitions, de matériel. C'était une erreur de ne pas sélectionner davantage. Mais ce n'est pas un crime.

Alain Brossat : Le choix de la guérilla urbaine peut être critiqué. Mais il y a une très grande différence entre dire : on a envoyé ces gens au casse-pipe, parce qu'on n'avait qu'eux pour faire ces actions, pour le « communiqué », pour le rapport de forces avec la résistance gaulliste pour impressionner Londres et

Suite p.8

● ● ●
saie de serrer la vérité au plus près, et ce qu'on raconte sur l'affaire Manouchian pour des tas de raisons, il faut que cela soit établi. Or, sans arrêt, on voit que la dominante, ce sont des raisonnements de ce type-là, par analogie et par extension. Le meilleur exemple, c'est Ganier-Raymond, qui fait dans son intervention dans le film un raccourci absolument stupéfiant entre les procès de Moscou de

1936 et 1938, et les procès des années cinquante. Donc, dit-il, grosso modo, il y a une continuité entre les deux, et que ce qui est en train de se préparer autour de l'affaire Manouchian, c'est que Staline, dans sa conduite démoniaque, est déjà en train de préparer les procès de l'après-guerre. Ce qui est un anachronisme complet, total, c'est une idiotie historique. En 1943, Staline, si méchant eut-il été, avait d'autres chats à fouetter que préparer le procès Rajk. Et c'est faire trop d'honneur aux staliniens

que de leur prêter les capacités de penser si longtemps à l'avance.

Claude Bourdet : Ils n'imaginaient pas qu'il y aurait un Tito.

Alain Brossat : Exactement. Donc, sans arrêt, on a ce genre de raisonnement. Même dans ta démarche, Maurice, et pourtant j'aime ce que tu écris, parfois, tu tombes dans ce travers-là. Toute la construction que tu fais, outre le travail très méthodique que contient ton

Suite de la P.7

pour d'autres raisons encore, on devait faire le plus d'actions possibles... Ça, c'est la guerre, c'est la tactique militaire, et tous les généraux, même quand ils s'appellent Duclos, sont dans une certaine mesure des cyniques.

Les généraux de Stalingrad qui envoyaient les types en première ligne, alors qu'ils savaient pertinemment que 80 % n'en reviendraient pas, c'est aussi cynique. La mentalité de chef militaire comporte nécessairement cette part de cynisme. Sinon on n'est pas un chef militaire. On peut dire qu'ils ont été cyniques, qu'ils l'ont été trop. Ils auraient pu éviter des pertes. Mais ça, c'est un problème militaire. Entre dire ça et dire que, pour des raisons politiques, pour des raisons idéologiques, on a envoyé ces gens au casse-pipes pour s'en débarrasser, pour construire une légende française par la suite, dire qu'on les aurait « donnés », c'est tout autre chose. Et, pour autant qu'on ne puisse étayer cette deuxième version, il ne faut pas la défendre. Si on ne peut pas prouver par A + B qu'il y avait des motivations politiques, que l'on ne peut pas démonter tout le mécanisme, il ne faut pas le dire. Parce que c'est du raisonnement par analogie.

Claude Bourdet : Au sujet de l'occultation, j'ai regardé dans l'index des noms à la fin



Parmi les participants au débat, sur Antenne 2, qui a suivi la projection du film : Roger Pannequin, ancien responsable FTP dans le nord de la France ; colonel Rol-Tanguy, ancien responsable FTP pour l'Ile-de-France ; Charles Lederman, sénateur communiste ; Annette Kamenieski, ancien membre des FTP-MOI.

de mon livre (*l'Aventure incertaine*) pour essayer de savoir ce qui s'est passé chez nous. Et, au fond, je constate exactement la même chose. C'est-à-dire que les gens qui sont connus, dont on a parlé, c'est un nombre très restreint. En fait, ils ont été connus

après. Cela a été mon cas, j'ai été directeur de la Radio. Freynat et Dastier ont été ministres. Puis un certain nombre d'autres. Lucie Aubrac, on a parlé d'elle à cause d'un coup fumant qu'elle avait fait à Lyon.

Encore est-ce récemment.

Mais les autres, des quantités de types sensationnels, certains étaient juifs, d'autres non, sont rigoureusement tombés dans l'oubli. Simple-ment parce que, après-guerre, la presse, quand elle parlait de la Résistance, c'était pour faire des films, des espèces

d'épopées complètement romanesques pour lesquelles les noms des exécutants locaux n'étaient pas importants. Je pense à un type qui s'appelait Garnier, compagnon de la Libération, qui a formé tous les gars dans la zone sud qui faisaient des déraillements.

Non seulement, il les formait mais il faisait des coups lui-même. C'est extraordinaire qu'il n'ait pas été arrêté. Personne, bien qu'il soit compagnon de la Libération, ne connaissait son nom. Alors que d'autres noms, comme Jacques Baumel, maire de Rueil, on connaît. On peut dès lors construire un truc selon lequel nous avons occulté le nom de tous ces gens. Alors que tous ceux qui ont écrit là-dessus ont essayé de les faire connaître.

Maurice Rajsfus : Ce n'est pas aussi simple que ça. Là c'est beaucoup trop simple. Il faut, sans réécrire l'histoire à notre manière, pour se faire plaisir, restituer le contexte de l'époque et voir ce qui se passe après. Quand on dit qu'il n'y a aucune preuve, pour dire que le PCF a donné les étrangers, il y a quand même la consigne du PCF, à la Libération, qui enjoignait à ses étrangers de se faire discrets, modestes, et ensuite de rentrer dans leur pays d'origine construire le socialisme. Il y a une continuité dans cette attitude. Ce n'est pas par hasard que des gens comme Rayski et Gronowski sont priés d'aller se faire voir ailleurs. Quand je cite, dans mon livre, Marty, qui parle de « chasser tous les "ski" des directions du parti », on écrit pas des choses comme ça, mais ça existe. C'est un témoignage de Lise London, et chacun sait que Lise London est prudente, elle et Arthur London, en la matière.

Propos recueillis par Jean Lantier et Jean-Jacques Laredo

Excuses à nos lecteurs

Par suite de quelques problèmes organisationnels, nous avons dû réduire la pagination du journal cette semaine. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs.

SOUSCRIPTION 86

Maintenir l'effort

FEDERATION 93

CM, MICHELE	100
CM, ERIC, INSTIT	50
CM, VERONIQUE, INSTIT	50
FABRICE, INSTIT	50
SOPHIE, INSTIT	50
M.B,ENSEIGNANT	100
<u>ST DENIS</u>	
M.D, MILITANTE ANTI-RACISTE	500
<u>BOBIGNY</u>	
PRIS A L'ENNEMI	105
<u>PAU</u>	200
<u>LYON</u>	
CM, NOEL	200
CM, ALAIN	100
CM, MARTINE	50
CM, CATHERINE	50
<u>LE HAVRE</u>	
CM, B.J	100
CM, G.C	150
CM, D.P	200
CM, G.T	400
CM, L.B	50
CM, N.B.N	100
DIVERS CELLULE SANTE	450
<u>TARBES</u>	
2 CONTRATS MILITANTS	100
<u>GENNEVILLIERS</u>	
CELLULE THOMSON	40
BERNARD	10

J.R

LUCAS	20
ALFONSO	20
MONIQUE	20
JOSEPH	30
PASCAL	150
MAMADOU	10
MIGUEL	20
FERNANDO	20
MICHEL	20
LAURENT	50
<u>DUNKERQUE</u>	
CM, N ET R	100
MARCEL	50
MEDAILLE DU TRAVAIL D'UN POPY BRANCHE	50

FEDERATION 75

Cie BANCAIRE	300
PRESSE	1000
JEAN MARC PARIS 18	30
LOPO, AMBULANT	200
EDF	100
HLM	136
CM,LAURENT,IMPOTS 13 ème	100
CM, JEAN PIERRE IMPOTS	100
<u>PARIS</u>	
H.B	500
L.B	2500
<u>SAVIGNY</u>	
H.R	50

BONNEUIL

POUR LA LIBERTE D'EXPRESSION	50
<u>MONBELIARD</u>	
EDUCATION SPECIALISEE	100
SYMPATHISANTE	50
INSTITUTRICE	100
RESTE BENEFICE VOYAGE	100
SURPLUS	6
DIVERS SYMPATHISANTS	170
<u>SOCHAUX</u>	
PEUGEOT, MILITANT LCR	60
PEUGEOT, SYMPATHISANT OUVRIER	200
PEUGEOT, SYMPATHISANTE OUVRIERE	26
MILITANT JCR	20
<u>VESOUL</u>	
PEUGEOT, PATRICK	10
<u>BELFORT</u>	
BULL, S., OUVRIER	50
BULL, T., OUVRIER	50
BULL, OUVRIER, MILITANT LCR	70
BULL, DENIS, MILITANT LCR	100
UN CAMARADE CANADIEN	100
"POUR UNE ALTERNATIVE ANTICAPITALISTE"	
UN VIEUX MILITANT DU PCF	700

<u>TOTAL SEMAINE</u>	<u>10793</u>
TOTAL PRECEDENT	51846,50
<u>NOUVEAU TOTAL</u>	<u>62639,50</u>

BATIMENT

Flexibilité en chantier

Un accord concernant la flexibilité du temps de travail vient d'être signé dans le bâtiment. Tout y est et les résultats de son application ne seront pas plus brillants pour les travailleurs que l'image de la CFDT Construction-bois paraphant avec la CFTC et la CGC un texte que FO et la CGT refusent.

Touché ! Un accord sur la flexibilité du temps de travail vient d'être signé dans le bâtiment par la fédération patronale, la CFDT, la CFTC, la CGC. FO et la CGT ont refusé d'y apposer leur signature. La CFDT se retrouve donc en « bonne compagnie ». La fédération Construction-bois se bornait à regretter dans un article de *Syndicalisme hebdo* (hebdomadaire de la CFDT) « l'attitude de Force ouvrière qui a pris une position curieusement semblable » à celle de la CGT. Les principaux points

de l'accord signé, le 28 juin, sont pourtant autant de raisons valables pour garder son porte-plume dans sa poche... Le texte en question fixe la durée annuelle du travail à 1 770 heures par personne. Celle-ci peut être modulée selon les semaines, en fonction de la charge de travail, jusqu'à trente-deux heures trente minimum. A l'inverse en cas de « surcharge » la mise en place d'équipes de week-end est prévue, tout comme l'organisation du travail sur quatre, cinq, six jours, pour des équipes qui se suc-



PTT

Les calomnies des sénateurs repus

Un grain de sable machiavélique bloquerait la machine économique française : les lettres n'arrivent plus ou presque ! La majorité de droite du Sénat, sortant de sa torpeur dorée, vient de pondre un rapport qui n'est qu'un tissu de mensonges et de calomnies.

Le texte est plein de chiffres truqués. Le nombre de jours de congés maladie par agent serait de trente-deux, par exemple. D'après le ministère lui-même, il tourne en fait autour de quinze. A moins peut-être d'ajouter les congés maternité, les hospitalisations, les accidents du travail ou les maladies de longue durée... Sinon ! Quiconque ayant travaillé ne serait-ce qu'une journée dans un centre de tri, sait très bien que les arrêts ne se prennent qu'au compte-gouttes, en raison de leurs répercussions négatives sur la notation, les salaires !

Le rapport des sénateurs est en fait une parfaite illustration du programme qu'appliquerait la droite au service public, si jamais elle revenait au pouvoir. Elle multiplierait les attaques contre les travailleurs, la remise en cause des acquis, la recherche de la productivité. En un mot : l'exploitation maximum pour un profit maximum.

Le gouvernement n'en est pas encore à ce point là. Même s'il s'en rapproche très vite. Le fameux plan Daucey en 1983 avait mis en grève les centres de tri pendant tout le mois de septembre. Mille cinq cents emplois étaient supprimés en 1985, les prévisions sont de cinq mille pour 1986. A la poste, on « assure » donc comme on peut, avec de moins en moins de personnel...

Ce faisant, le gouvernement ouvre une voie royale à la campagne de la droite sur la nécessaire mise au pas des fonctionnaires.

La satisfaction des revendications traditionnelles des postiers et postières en matière d'effectifs et de salaires, est la seule réponse à porter à toutes ces attaques. Même si cela doit terrasser d'une crise cardiaque quelques sénateurs repus.

Philippe Simon

cèdent, se chevauchent. Un quota de cent trente heures supplémentaires sans autorisation de l'Inspection du travail proposé au début des négociations, « serait » ramené à cinquante-cinq heures. Les différentes modulations d'organisation du travail devront être ratifiées par les comités d'entreprise.

L'accord en question légalise donc la notion de durée annuelle du travail. C'est un premier avantage que le patronat ne tardera pas à chercher à pousser plus loin. Le texte fixant le minimum hebdomadaire de travail à trente-deux heures trente permet au patron d'éviter les contraintes du « chômage technique ». Il lui suffira de réduire l'horaire de travail de chaque salarié au minimum (trente-deux heures trente) et de licencier ceux qu'il estime en surnombre. Il conservera seulement les travailleurs qui lui paraissent indispensables aux impératifs de ses prochaines commandes. Ceux-ci devront alors effectuer une semaine de travail nettement supérieur à trente-neuf heures, grâce à la modulation de l'horaire annuel, au quota d'heures supplémentaires, à la mise hors la loi du repos du week-end mentionnés sur l'accord qui vient d'être signé.

L'avis du comité d'entreprise risque fort d'être de peu de poids, à l'heure où le bâtiment est l'une des pre-

mières branches d'activité touchée par le chômage. Il sera facile au patron d'une entreprise de soumettre celui-ci au chantage de la concurrence d'une entreprise adverse... dont le patron aura imposé, lui, les conditions de travail prévues dans l'accord du 28 juin !

Dernier détail : il n'est évidemment pas question dans tout cela de diminution du temps de travail ! Il serait étonnant que les militants de la CFDT qui avaient fait entendre leur voix lors de l'accord flexibilité en décembre... ne prennent pas la parole à nouveau. Quant à l'accord de la CFDT avec la CFTC et la CGC, contre la CGT et FO... il est plus que douteux que les travailleurs du bâtiment y voient un progrès notable !

Michel Morel

Rectificatif

A Rouen, il n'existe pas d'appel public comme nous l'avions laissé entendre la semaine dernière dans notre article « alternative, une idée qui fait son chemin ». Mais un collectif pour l'alternative s'est créé à partir d'un texte signé par six militants représentatifs (membres du mouvement antiraciste, du PSU, de la LCR et des inorganisés).

THOMSON-VELIZY

La lutte continue

Trois débrayages ont eu lieu depuis le début du conflit. Le dernier s'est déroulé le 28 juin. Quatre cents personnes environ ont donc fait grève au moins une fois, pour revendiquer six cents francs d'augmentation pour tous, l'augmentation du nombre et de la fréquence des augmentations individuelles.

Mais l'on constatait une stagnation, voire une légère diminution des participants (deux cents personnes) lors du débrayage du 28 juin. Si un réel mécontentement existe à Vélizy, il ne se concrétise, pour le moment, que par une mobilisation moyenne. L'approche des vacances, le fait qu'une partie du personnel ne mesure pas ce que signifie la politique patronale et gouvernementale d'individualisation des salaires, ne permettent pas encore une mobilisation de grande ampleur.

Les organisations syndicales ont également leur part de responsabilités. La CFDT — plutôt oppositionnelle — soutient la lutte et y participe. Mais prenant prétexte du discours antisindical d'une partie des travailleurs et de leur volonté de contrôler la lutte, elle n'a fait aucune proposition, n'a produit aucun tract jusqu'à présent. La CGT — ou du moins la fraction PC — préconise une mobilisation secteur par secteur, chacun sur ses propres revendications « afin d'élargir la lutte ». Elle noie ainsi la revendication principale des six cents francs pour tous, dans un catalogue de revendications particulières, pour

reprandre en main une lutte qui lui échappe.

La question primordiale reste de préparer dans les mois qui viennent une mobilisation dans l'ensemble des usines Thomson, autour d'une revendication unifiante : le rattrapage intégral des pertes de pouvoir d'achat.

Un nouveau débrayage est prévu à Vélizy le 5 juillet. Le comité de coordination des travailleurs composé de syndiqués et non-syndiqués, organise matériellement les débrayages votés par l'assemblée générale des grévistes. C'est un premier apprentissage d'une organisation démocratique de la lutte. Aussi limitée soit-elle.

ELBEUF

Grève des loyers au foyer Sonacotra

Depuis janvier, les locataires du foyer refusent de verser leur loyer à la direction. Ils réclament la satisfaction de nombreuses revendications quant au fonctionnement du foyer, le départ du gérant. La Sonacotra a déjà traduit quatorze travailleurs immigrés au tribunal. Elle souhaite obtenir l'expulsion des grévistes. Pour les soutenir, plus de cinq cents personnes ont participé à un gala de soutien, organisé le 29 juin par le Comité des résidents, avec le Collectif antiraciste, l'Association de soutien aux travailleurs immigrés, la CGT, la CFDT, le PC, la LCR et LO. Deux cents bons de soutien ont été vendus à l'usine de Renault-Cléon, près d'Elbeuf et des ouvriers de l'entreprise étaient venus en nombre au gala. Un succès !

Vers les Etats-Unis capitalistes d'Europe ?

Après le sommet des chefs d'Etat et de gouvernements européens, les 28 et 29 juin à Milan, le problème crucial pour l'avenir de la CEE est clairement posé. Il est si grave que son renvoi à la prochaine réunion du même type, à Luxembourg les 3 et 4 décembre, risque fort de ne pas suffire à le régler.

Situations nationales différentes et divergences d'intérêts s'imbriquent. Certains pensent que, d'ores et déjà, il faut tout adapter à une politique d'alliances diverses avec des multinationales japonaises ou américaines. D'autres veulent mettre sur pied une « union européenne » afin de constituer un « grand marché » à l'échelle des douze pays dans les dix ans à venir. Symboles sous forme de drapeau et d'hymne européens communs ne font bien sûr pas difficulté, ni les dossiers de coopération culturelle, ni même la coopération des polices somme toute plus facile à résoudre que le dossier agricole... Ne fait pas difficulté non plus, dès lors qu'il paraît « juteux », le projet technologique et industriel « Eurêka », proposé par la France, auxquels s'associent Siemens (RFA), Philips (Pays-Bas), General Electric (Grande-Bretagne) et Thomson (France).

Le problème incontournable est celui de la supra-nationalité : c'est-à-dire l'abandon du droit de vote pour chaque Etat dans le cadre des institutions européennes. Maintenir ce droit, qui se traduit par la « règle de l'unanimité », c'est en effet la paralysie assurée. On l'a vu souvent lors des conflits opposant Margaret Thatcher à ses collègues. L'extension de la CEE de six à dix puis à douze membres¹ le rend brûlant : les différences sont si fortes qu'une contrainte politique commune, délibérément acceptée, pourrait seule les surmonter. Un « appel » en ce sens, à la veille du sommet de Milan, a été lancé par cent-six maires de grandes villes et présidents de régions, de toutes obédiences politiques, de la droite aux social-démocrates et au PC italien.

Ce projet peut-il aboutir ? Rien n'est moins sûr. Le patron de la CGE (Compagnie générale d'électricité) l'a souligné avec force dans une interview au *Matin* du 7 janvier dernier : « Il serait absurde de prétendre édifier une industrie européenne à l'abri de barrières douanières, administratives ou politiques (...) Il est si tard que les actions de normalisation européenne risquent d'avoir pour premier effet d'accélérer encore la conquête du marché européen par les concurrents extérieurs. » Propos illustrés, ces derniers jours, par un accord entre la CGE et ATT (USA) pour les télécommunications...

Le choix opposé, défendu par Charles Hernu ou Jacques Delors, comporte défense militaire commune, monnaie et marché financier communs, normes de production et liberté de circulation des entreprises au sein des « frontières » de l'Europe. Avec, en prime un « espace social européen », une sorte de péréquation des sacrifices entre travailleurs accompagnant la péréquation des profits entre bourgeoisies.

Même contradictoires, ces stratégies politiques soulignent assez que le mouvement ouvrier se doit de répondre à la réalité actuelle des multinationales et des Etats européens : ce sont les puissances directement responsables du chômage de masse et de l'austérité.

Pierre Rème

1. Les six membres à l'origine de la CEE sont la RFA, la France, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg. S'y sont ajoutés la Grande-Bretagne, l'Irlande, le Danemark puis la Grèce. L'adhésion du Portugal et de l'Espagne vient d'être acceptée.



LIBAN

Les responsables du pourrissement

La prise d'otages n'est que la réponse des chiites aux exactions commises par Israël dans le Sud-Liban. Nabih Berri, le leader d'Amal, a réussi à contrôler la négociation à son profit. Il est apparu auprès des puissances étrangères, comme l'interlocuteur modéré et raisonnable, l'homme de la situation.

En traitant de « meurtriers, bandits et même barbares » les chiites qui ont retenu pendant dix-sept jours une quarantaine d'Américains, Ronald Reagan n'a pas dérogé à ses habitudes de raisonnement simpliste : que, depuis des mois, Israël retienne, au mépris de toutes les conventions internationales, huit cents libanais, en majorité chiite, dans son camp d'Atlit, il s'agit de mesures de sécurité. Que les chiites, par un détournement certes, cherchent à libérer leurs corégionnaires, il ne peut être question que de violence aveugle et illégitime.

La prise d'otages du 14 juin dernier n'est pourtant que la réponse chiite aux exactions commises par Israël dans leur fief, le Sud Liban. Si en 1982, ils ont accueilli à bras ouverts l'armée sioniste qui, pensaient-ils alors, allait les libérer des Palestiniens, ils ont depuis mesuré le poids de l'occupant. Les milices du mouvement Amal, la plus vieille organisation chiite, ont été parmi les plus actives de la résistance anti-israélienne. Elles ont hérité de cette période un antisionisme et un anti-impérialisme, qui bien que très conjoncturel, a alimenté la paranoïa des

Etats-Unis. Le détournement du 747 était à peine annoncé que le Pentagone envoyait déjà sur place sa force d'intervention Delta, son porte-avion *Nimitz* et un renfort de 1 800 hommes.

Un déploiement de forces qui s'est avéré inutile par la suite, les contradictions internes du mouvement chiite suffisant à la résolution de la « crise ».

Deux courants

Qui précisément est à l'origine du détournement ? On ne le saura probablement jamais, le leader du mouvement Amal est lui-même resté très évasif : « Il s'agit peut-être d'Herzollahis ou de quelque chose de ressemblant. » L'hypothèse a, au moins, le mérite de rappeler que les chiites sont traversés par deux grands courants.

Le premier, représenté par le mouvement Amal de Nabih Berri, est libaniste avant tout, et revendique pour la population chiite, qui représente aujourd'hui un tiers de la population libanaise, un meilleur partage du pouvoir aux côtés de ses traditionnels détenteurs, les chrétiens et, dans une moindre mesure, les sunnites. Un objectif partiel-

lement atteint : Berri détient trois portefeuilles dans le gouvernement actuel ; ses milices, après avoir éliminé tout ce qui pouvait les concurrencer sur leur gauche font presque la loi à Beyrouth-ouest.

L'autre tendance chiite, plus récente, se veut plus religieuse et intégriste ; elle séduit surtout une jeunesse marginalisée qui, en joignant les fous de dieu, hezbollahis, peut devenir la main-d'œuvre des commandos suicide.

Quelles que soient les origines politiques des auteurs du détournement, Nabih Berri a récupéré l'initiative. Il a jeté dans la balance le poids de ses milices. Celles-ci ont encadré, puis noyauté et enfin évacué les preneurs d'otages des négociations. Berri a pris la responsabilité de l'affaire à la seule fin d'apparaître, auprès des puissances étrangères, comme l'interlocuteur modéré et raisonnable, l'homme de la situation. Il faut bien dire qu'il n'a pas eu de mal à jouer ce rôle. L'Etat libanais a brillé par son absence tout au long de cette affaire.

Mais en même temps qu'il montrait sa force dans le Liban éclaté, Berri dévoilait ses limites. D'abord, il n'a pas voulu ce détournement et a donc été débordé. Ensuite, il n'a pas pu négocier seul jusqu'au bout et s'est retrouvé acculé à l'inéluctable appel aux Syriens.

Une victoire volée

En acceptant de récupérer les otages, Damas a volé au leader chiite le bénéfice poli-

tique d'une médiation réussie, mais surtout le président syrien Hafez el-Assad a obligé tout le mouvement chiite à abandonner ses revendications : les otages américains ont aujourd'hui rejoint leur famille alors que la majorité des détenus d'Atlit attendent toujours leur libération.

La Syrie a ainsi rappelé qu'elle était la puissance de la région. Ses efforts pour trouver une solution élégante pour Israël et les Etats-Unis lui ont valu les remerciements publics de Reagan. Une première dans les relations des deux pays, mais il est peu probable que le régime d'Assad obtienne davantage. Qu'est ce qui, par exemple, pourrait obliger les Etats-Unis à revenir sur l'accord qu'ils ont soutenu entre le dirigeant de l'OLP et le roi Hussein de Jordanie et le roi Damas a vivement critiqué ?

Les vainqueurs de l'affaire restent donc Israël et les Etats-Unis qui, ni l'un ni l'autre n'ont cédé. Tout le monde estime que Tel-Aviv va devoir élargir la totalité des détenus d'Atlit. Même si elle n'en a pas pris l'engagement officiel. L'annonce de la libération d'un premier contingent de plusieurs centaines de chiites va dans ce sens. On croit que les sept Américains qui restent à Beyrouth sont un moyen de pression pour les chiites. Mais c'est oublier que le gouvernement de Tel-Aviv de Pères n'a pas encore digéré les critiques suscitées par le récent échange de centaines de Palestiniens contre trois prisonniers israéliens, et n'est pas prêt à renouveler un deal du même type.

Flora Chénétier

Où en est la solidarité avec le FLNKS ?

L'Association information et soutien aux droits du peuple kanak (AISDPK) existait depuis plusieurs années. Mais la secousse du 18 novembre 1984, quand le FLNKS boycotta les élections locales, permit de construire un véritable mouvement de solidarité.

Aujourd'hui l'AISDPK regroupe plus de cinquante comités locaux dont quelques-uns seulement sur Paris et la région. La plupart de ces comités ont déjà organisé un ou deux meetings publics. Ce sont donc plusieurs milliers de personnes qui sont d'ores et déjà venues s'informer sur la lutte du peuple kanak et lui apporter leur solidarité.

L'Association a d'autre part été l'initiatrice de la manifestation parisienne qui suivit l'assassinat d'Eloi Machoro, du meeting parisien de Jean-Marie Tjibaou, de la manifestation nationale du 20 avril et enfin celle du 13 mai dernier qui fut soutenue par quarante-cinq organisations politiques et syndicales.

L'AISDPK a donc été tout à la fois la cause et la conséquence d'un mouvement renaissant contre le colonialisme français.

Ce travail, l'association l'a mené en collaboration avec le FLNKS dont le comité de France a participé régulièrement aux meetings et initiatives publiques.

Comment élargir la solidarité ?

Le principal problème qui se pose aujourd'hui est celui de l'élargissement de la campagne de solidarité. Il est un fait que les principales organisations ouvrières se refusent pour le moment à soutenir totalement le FLNKS. Le PS apporte son soutien aux différents plans gouvernementaux et certaines initiatives discrètes ne sont faites que lorsqu'elles s'inscrivent rigoureusement dans les projets politiques du pouvoir. Il ne s'est d'ailleurs pas trouvé pour le moment le moindre cadre du PS pour prendre

position publiquement contre les manœuvres néo-colonialistes du gouvernement. Le PC et la CGT ont soutenu le plan Pisani mais se montrent maintenant plus critiques vis-à-vis du nouveau projet. Ni le premier, ni la seconde ne se sont, pour le moment, engagés réellement dans la solidarité. L'attentisme et la prudence semblent être leur actuelle ligne de conduite.

La FEN et la CFDT ont adopté les positions les plus ambiguës qui soient sur la cohabitation « de toutes les communautés » et la direction Maire n'a d'ailleurs pas daigné inviter l'USTKE au récent congrès confédéral.

Comme il est de coutume en pareilles circonstances les explications des uns et des autres sur leur attitude se réduisent à quelques justifications superficielles. Le PCF et la CGT, par exemple, ne pourraient s'engager dans la solidarité au côté de l'AISDPK parce que « certaines » organisations s'y trouveraient. On peut alors s'étonner que le PC ait participé au meeting de Balard et à la manifestation du 13 mai où précisément ces fameuses organisations se trouvaient aussi ! Mais il faut dire, que dans ces deux cas, les événements mêmes de Nouvelle-Calédonie imposaient au PC sa participation. Il dut se faire violence, mais le fit tout de même pour ne pas avoir à payer un prix trop élevé pour son absence. Dans certaines villes de province d'ailleurs, il est notoire que certains militants du PC ne comprennent pas l'attitude frileuse de leur parti vis-à-vis de l'AISDPK et du FLNKS.

Les comités locaux sont les meilleurs instruments pour élargir la solidarité. En prise directe avec la réalité locale ils ont, pour la plupart,



Manifestation à Paris, après l'assassinat d'Eloi Machoro, le 14 janvier 1985.

entrepris de s'adresser à toutes les forces démocratiques locales. Au bout du compte certains ont déjà réussi à fissurer le sectarisme du PC et à le faire participer à certaines initiatives. Dans d'autres endroits, ce sont des militants du PS qu'il a été possible de convaincre.

Il reste à faire un effort en direction du mouvement syndical. La solidarité aura toute chance d'être plus efficace si les comités savent proposer un travail d'information sur les lieux de travail. Et au-delà dans tous les secteurs de la vie associative de leur ville.

L'AISDPK s'est développée grâce à l'écho que rencontraient en France la mobili-

sation active des Kanaks. Elle a donc été le fruit d'un premier enthousiasme de dizaines d'anticolonialistes dont le point de référence étaient le boycott des élections, l'occupation de Thio, les barrages routiers, etc.

Un travail sur le long terme

Les premières mobilisations s'organisaient sur la base d'une situation explosive en Nouvelle-Calédonie. Mais la situation a changé : Pisani a réussi à pacifier le pays, le FLNKS est entré dans une période de débat et de tâtonnements, la conjoncture est

aux négociations et aux manœuvres. Dans de telles circonstances, le doute ou l'expectative peuvent affaiblir partiellement les rangs de la solidarité.

Il faut pourtant comprendre que rien n'est joué et que rien ne sera tant qu'aucune solution ne sera apportée aux contradictions majeures du colonialisme en Nouvelle-Calédonie. Et ce n'est pas l'actuel plan gouvernemental qui peut avoir cette prétention.

Le peuple kanak aura encore besoin de nous, au-delà des élections régionales et au-delà de la normalisation actuelle. La solidarité réussira si elle sait durer. C'est la persé-

vérence qui, en la matière, porte les meilleurs fruits. A la lumière des débats et des hésitations que connaît le FLNKS, une partie du mouvement de solidarité peut se mettre à croire à certaines promesses du gouvernement et faire un choix de soutien qui s'adapte à la conjoncture.

Ce serait faire un pari hasardeux sur l'avenir. La solidarité doit restée active et militante car le jour viendra où la situation en Nouvelle-Calédonie l'exigera à nouveau. Or cette continuité et cette fidélité dans l'activité militante, seul un mouvement fondé sur des comités locaux peut les garantir.

Claude Gabriel



☆ **Dimanche** 20 h 35 (TF 1) *César et Rosalie* de Claude Sautet avec Y. Montand, R. Schneider et S. Frey. Un film chaleureux, qui accroche la complicité du spectateur, et vous parle sereinement de problèmes aussi importants que le couple, avec la facilité tempérée d'humour

des grands maîtres de la comédie italienne des années soixante... Un petit régal !

☆ **Lundi** 20 h 35 Le choix entre deux films : *Effraction* sur FR 3 d'après un polar de Francis Ryck, réalisé par Daniel Duval avec M. Jobert, J. Villeret et B. Crémer... ou

Soupons d'Alfred Hitchcock, un chef d'œuvre à l'ambiance étouffante, interprété par Gary Grant et Joan Fontaine... ou alors, sur Antenne 2, la retransmission d'un opéra de G. Verdi, filmé l'an dernier lors des chorégies d'Orange : *don Carlos* avec (entre autres...) M. Caballe et Grace Bumbry...

☆ **Mardi** 20 h 35 (FR 3) *Pierrot le Fou* de J.L. Godard avec J.P. Belmondo, A. Karina. Interrogez cent critiques et demandez-leur quel est le

film le plus réussi de Godard, je vous parie que *Pierrot le Fou* frisera la barre des 90 %... Rarement en effet, le cinéma de Godard, fait d'« effets » et de collages impressionnistes, a pris de telles allures de tragédie. Magnifiée par une photo couleur, métallique splendide, la saga de Pierrot est une magnifique balade au bout de la vie (puisque il faut bien ici paraphraser Luis-Ferdinand...). Même si je préfère personnellement *Bande à part*, il faut

reconnaître que ce film est l'un des plus puissants que nous aient donné les ex-gourous de la « nouvelle vague » au creux des années soixante...

20 h 35 (A 2) *Le Dictateur* de Charlie Chaplin. Il est passé l'année dernière et le revoici à nouveau dans la petite lucarne... Qui oserait s'en plaindre ?

☆ **Mercredi** 15 h 25 (TF 1) 2^e épisode de *la Maison des Bois* de Maurice Pialat.

21 h 35 (TF 1) Retrans-

mission du spectacle que France Gall donna cet hiver au Zénith, et qui était parait-il, très bien,

☆ **Jeudi** 20 h 35 (TF 1) *Le Ravi*, un téléfilm de Jean-Louis Comolli et Maurice Faillevic, ou la reprise (sur FR 3) de *Gaspard de la Meije* un téléfilm de Bernard Choquet qui avait obtenu une flopée de récompenses lors de festivals consacrés à la montagne.

Michel Lazlo

INTERVIEW D'UN REPRESENTANT DU FDR-FMLN

« Duarte cherche une issue militaire »

□ Dans la presse européenne, on a pu assister à une campagne destinée à faire croire que les deux tentatives de dialogue de La Palma et d'Ayagualo, ainsi que les élections municipales de mars, ont ouvert un espace politique en faveur de Duarte. Qu'en penses-tu ?

La première rencontre comme la deuxième ont représenté pour notre peuple un pas en avant dans la recherche de la paix. Notre appréciation par rapport à ces deux rencontres est qu'elles ont favorisé la démarche pacifiste de notre front, en faveur d'une solution politique.

Notre effort en ce sens date de quelques années et s'est concrétisé à La Palma et Ayagualo. C'est la réponse du peuple à l'image que cherche à donner Duarte d'« homme de la paix ».

L'information donnée par la presse européenne dissimule les résultats concrets. Nous sommes parvenus à travers le dialogue à une réactivation du mouvement de masse. De plus, au niveau national et international, cela nous a permis de démontrer que nous sommes une force politico-militaire, et que sans notre participation, il est difficile de trouver une solution. D'autre part, un des résultats a été que pour la première fois, un dirigeant guerrillero, Fernando Guardado, a pu s'adresser aux masses et exprimer notre position à travers tous les moyens d'information. Enfin, depuis le mois de décembre, on assiste à une accentuation des contradictions entre la Démocratie chrétienne et la droite. En effet, Duarte a fait toute sa propagande avant les élections de mars autour de cette question ; au niveau international, il cherche à faire oublier les images de violations des droits de l'homme, et enfin il a prétendu assurer la tenue des élections.

□ Mais aujourd'hui, le dialogue paraît bloqué. Quels ont été les résultats des propositions avancées par le FDR-FMLN ?

En premier lieu, une commission mixte avait préparé la deuxième rencontre. Ensuite, nous avons présenté une proposition de solution viable au conflit. A partir de ce moment, Duarte a mis en œuvre des manœuvres et des efforts de toute sorte pour rompre le dialogue. Selon les dernières informations qui nous sont parvenues, Duarte désirerait poursuivre le dialogue mais sous une forme secrète. Notre réponse a été, le 16 mai, de dire que nous acceptions le dialogue, sous n'importe quelle forme, pour préparer une rencontre qui doit se faire face au peuple. Nous avons proposé le 15 juin, dans la ville de Perquin.

Au Salvador, la guerre se poursuit, avec des moyens accrus pour l'armée gouvernementale, fournie sans discontinuer par l'administration Reagan. Duarte a cherché à institutionnaliser son pouvoir par des élections en mars dernier, conformément au projet des Etats-Unis. Mais il se trouve toujours dans une situation contradictoire, qui l'a obligé, par deux fois en un an, à consentir aux propositions de rencontre du FDR-FMLN. Il est en effet confronté, en même temps qu'à une division persistante de la classe dominante, à une réactivation très importante du mouvement de masse dans les villes. Pour lui, le dialogue, qu'il maintient actuellement dans une impasse, n'est qu'une manœuvre. Luis Antonio Canisales, membre de la délégation en France du FDR-FMLN, expose ici le bilan qu'en tirent les organisations révolutionnaires.

consolider le projet nord-américain. Duarte cherche une issue militaire, celle que veut l'administration Reagan.

Pour lui, le dialogue fait donc partie d'un projet contre-insurrectionnel. Son voyage aux Etats-Unis a eu pour objectif de négocier une aide supplémentaire, destinée à servir de paravent à une aide militaire, qu'il cherche à obtenir au coût politique minimal.

Nous considérons que Duarte joue un jeu dangereux car il crée une expectative. Les peuples du monde doivent lui demander des comptes.

□ Où en est la situation en

de l'Archevêché de San Salvador, les violations des droits de l'homme se sont approfondies à l'arrivée de Duarte, avec des captures de dirigeants syndicaux, de dirigeants d'organisations populaires et étudiantes. On a assisté à une réactivation de l'activité des escadrons de la mort.

□ Quel est actuellement le rapport de forces sur le plan militaire ?

Nous avons une stratégie de dislocation et de concentration de forces. En effet, la guerre a été généralisée à tout le pays. Les Etats-Unis parviennent à détecter nos forces

(tion). Les forces armées gouvernementales se sont consolidées en assimilant la technique de l'héli-transport.

Néanmoins, au cours des deux premiers mois de l'année, l'ennemi a malgré tout subi huit cents pertes. Notre bilan à cette date est positif, car nous avons pu désarticuler toutes les offensives de l'armée, et nous avons intensifié nos sabotages contre des objectifs économiques.

La presse est habituée à ne signaler que les actions spectaculaires. En réalité, nos forces ont augmenté, comme le montrent les derniers chiffres de pertes des forces armées. Il y a une meilleure organisation, un meilleur encadrement, une meilleure connaissance du terrain. Ce ne sont plus des opérations de grande envergure. C'est la réponse de tout un peuple contre ses exploités.

La guerre se développe sur trois fronts : militaire, politique et diplomatique.

□ A ce propos, quel est le rôle joué actuellement par la plate-forme de gouvernement démocratique révolutionnaire (GDR) de 1980 ?

Le GDR est l'acte de constitution du FDR-FMLN. Il est le programme minimal de notre révolution, la base de la transformation vers une société nouvelle et vers une vie meilleure.

A Ayagualo, la proposition de gouvernement provisoire à large participation (GAP) a été avancée. Elle ne signifie pas un renoncement au GDR. Il faut différencier les deux. Actuellement, nous parlons de propositions de solution au conflit. Le GAP ne se substitue en rien au GDR, mais il constitue une approche de la prise du pouvoir.

C'est une proposition qui poursuit plusieurs objectifs : poser les bases de la souveraineté, condition pour en arriver à une phase plus approfondie du dialogue. Et chercher une sortie au conflit, ce qui est une revendication du peuple.

□ Comment situer le Salvador actuellement dans le contexte régional ?

Il ne peut pas y avoir de solution politique si on ne prend pas en compte la situation du Salvador. Aucune révolution ne peut se consolider isolément. Nous appuyons la Contadora si les principaux aspects de l'accord ne sont pas remis en question, comme nous appuyons toute initiative de paix. Nous ne voulons pas nous isoler. Nous savons que notre ennemi fondamental, celui des peuples de la région et du monde, est l'impérialisme nord-américain, qui cherche la destruction de la révolution sandiniste et l'annihilation des mouvements de libération.

Propos recueillis par Sophie Joanny



l' Brigade d'infanterie des forces armées salvadoriennes de la garnison de San Carlos.

□ Pourquoi penses-tu que Duarte voulait le secret ? Par rapport à l'armée ?

C'est parce qu'il ne veut pas du dialogue. Pour lui, le dialogue est une tactique pour

ce qui concerne les droits de l'homme ?

D'après le secours juridique

au moyen d'armes très sophistiquées (avions, hélicoptères, instruments de détec-